

## Saisine du CESECEG

AP CTG du 28 Avril 2020

### AVIS N° 12

*Exonération d'octroi de mer et d'octroi de mer régional  
dans le cadre de la lutte contre le COVID-19 second volet  
(pour information est jointe la délibération du 14 avril 2020 sur le premier volet)*

En application de l'Ordonnance n° 2020-391 du 1<sup>er</sup> avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19, les membres du CESECEG représentant la société civile ont été consultés par voie électronique afin d'émettre un avis sur les rapports faisant l'objet d'une saisine facultative ou obligatoire de la Collectivité Territoriale de Guyane.

*Le Conseil Economique Social Environnemental de la Culture et de l'Education de Guyane,*

*Vu le décret n°93-575 du 27 mars 1993 modifiant le décret n°82-866 relatif à la composition et au fonctionnement des conseils économiques et sociaux régionaux,*

*Vu le décret n°2005-413 du 26 avril 2005 portant modification de l'article R. 4134-18 du code général des collectivités territoriales et relatif aux sections des conseils économiques et sociaux régionaux,*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales de l'article L.4433-31-1 du Code général des collectivités territoriales, de la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 (article 21 modifié) relative aux collectivités territoriale de Guyane et de Martinique qui dans son chapitre IV crée « le Conseil Économique, Social Environnemental de la Culture et de l'Éducation de Guyane (CESECEG),*

*Vu le décret n° 2015-1666 du 11 décembre 2015 portant application de la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités de Guyane et de Martinique et modifiant la partie réglementaire (R) du code général des collectivités territoriales,*

*Vu le décret n° 2015-1754 du 23 décembre 2015 portant application de la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités de Guyane et de Martinique et modifiant la partie réglementaire (D) du code général des collectivités territoriales,*

*Vu le Décret n° 2015-1917 du 30 décembre 2015 modifiant le code général des collectivités territoriales et relatif à la refonte de la carte des conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux, à leur composition et aux conditions d'exercice des mandats de leurs membres,*

*Vu le décret n°2016-1596 du 24 novembre 2016 relatif au renouvellement des conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux et des conseils de la culture, de l'éducation et de l'environnement en Guyane, en Guadeloupe en Martinique, à Mayotte et à la Réunion ;*

*Vu la circulaire interministérielle du 11 décembre 2017 relative aux modalités de renouvellement des conseils consultatifs (CESER, CESE, CCEE, et CESECE) des collectivités ultramarines au 1<sup>er</sup> janvier 2018 ;*

*Vu les arrêtés préfectoraux des 14 décembre 2017 (R03-2017-12-14-003), 19 décembre 2017 (R03-2017-12-19-003), 21 février 2018 (R03-2018-02-21-003) et 29 mars 2018 (R03-2018-03-29-005) fixant la liste des organismes représentés au CESECEG, le nombre de leurs représentants et les modalités de désignation ;*

*Vu les arrêtés préfectoraux des 29 décembre 2017 (R03-2017-12-29-006), 11 janvier 2018 (R03-2018-01-10-006), 3 avril 2018 (R03-2018-04-03-004) et 26 juin 2018 (R03-2018-06-27-004) relatifs à la désignation des membres du CESECEG ;*

*Vu la délibération de la séance plénière d'installation et d'élection de l'Assemblée du Cesece Guyane du 26 avril 2018 et de sa Présidente, Ariane FLEURIVAL,*

*Vu la délibération n° 8.18 du 5 juin 2018 relative à l'adoption du règlement intérieur du Cesece Guyane,*

*Vu les arrêtés préfectoraux des 30 avril 2018 (R03-2019-05-24-001), 24 mai 2019 (R03-2019-05-24-002), 24 octobre 2019 (R03-2019-10-24-008) et 5 novembre 2019 (R03-2019-11-05-001) portant remplacement de membres du CESECEG ;*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, article R.7124-22,*

*Vu le règlement intérieur du Cesece Guyane dans son article 4-7,*

*Vu les saisines du Président de la CTG du 24 et du 27 avril 2020,*

*Entendu le rapport du Président de la CTG n°AP-2020-41-2 relatif à l'exonération d'octroi de mer et d'octroi de mer régional dans le cadre de la lutte contre le COVID-19 second volet ( pour information est jointe la délibération du 14 avril 2020 sur le premier volet)*

-----

Les Conseillers approuvent totalement la volonté de la Collectivité Territoriale de Guyane d'exonérer ces nouveaux produits devenus de première nécessité depuis la pandémie du Covid-19. Les établissements publics, notamment ceux appartenant à la CTG, comme les collèges et les lycées devront rapidement faire l'objet de réaménagement et d'approvisionnement en points d'eau, savons liquides, de produits hydro-alcooliques, de produits d'entretiens et d'affichages obligatoires sur les gestes barrières et sanitaires ou de diffuseurs de messages de protection sonore et visuel.

Ils souhaitent attirer l'attention des membres de l'assemblée territoriale sur la nécessité ou la possibilité d'exonérer d'autres secteurs comme celui des magasins vendant les tissus permettant de confectionner les masques et tous les éléments additifs entrant dans la fabrication des masques de protection grand public homologué avec une filtration des particules supérieure à 70 % remplissant les normes de sécurité avec les filtres de protection réglementaire. À l'approche du dé-confinement le 11 Mai prochain, il est désormais possible d'acheter des masques dit « grand public » avec la référence Afnor qui assureront un repart en plus des gestes barrières sur la base des objectifs de protection fixés par les autorités sanitaires.

Ils pensent qu'il faut permettre aux artisans de la place de pouvoir concevoir des masques qui permettraient réellement de protéger la population d'autant que les collectivités et les entreprises vont devoir passer commande de masques pour l'instant non encore définis pour assurer la sécurité des enfants, des agents des différentes collectivités, des personnels soignants et autres.

**Avis favorable du Conseil.**

Fait à Cayenne, le 24 avril 2020



La Présidente du Ceseceg  
Vice-Présidente du Ceser France  
Déléguée aux Outre-Mer

Ariane FLEURIVAL